

HISTORIQUE DE LA DEMEURE

- **Les hommes illustres qui habitèrent la maison**

Les origines de la maison sont évidemment antiques. Dans *Les vieilles maisons de Dijon*, Clément-Janin évoque la possibilité qu'elle ait appartenu au XVIème à Jacques Godran, deuxième président au Parlement en 1537, tandis que la rue s'appelait rue « de la tonnoille ».

Eugène Fyot dans *Dijon, son passé évoqué par ses rues*, se contente de citer Clément-Janin sans apporter plus de certitude.

Toutefois cette hypothèse est envisageable puisque l'on sait grâce aux registres des tailles que les Godran sont présents dans le quartier dès le début du XVIème siècle. En effet, la maison est contiguë à l'ancien collège des Godran, fondé en 1580 par Odinet Godran, le fils de Jacques Godran. Il est alors possible que cette propriété des Godran se soit étendue jusqu'à la portelle du castrum et ait englobé l'hôtel. De plus, une porte aujourd'hui murée, mais toujours visible, existait au fond du jardin et permettait la communication avec le collège, ce qui confirmerait cette origine de propriété.

Au XVIIème siècle, la maison devient un hôtel parlementaire. En effet, lorsque le siège du Parlement s'établit à Dijon en 1480, la noblesse de robe est rapidement prédominante dans la vie publique. Les parlementaires y font alors édifier de nombreux hôtels particuliers sur cours intérieures, aux décors somptueux. L'hôtel de la rue Hernoux se situe juste à côté de l'ancien Parlement de Bourgogne, actuel Palais de justice où siègent actuellement la Cour d'Appel et la Cour d'Assises.

On trouve ainsi, habitant ce lieu dès 1640, la famille Maleteste (ou Malteste).

Le premier, François Maleteste, né à la fin du XVIème siècle, était originaire de Charolles et vint s'installer à Dijon en qualité d'avocat au Parlement. Il fut élu maire de Dijon en 1651.

François Maleteste « très habile homme et qui avait peu de personnes qui l'égalassent dans sa profession (voir les mémoires de Millotet page 50). Décédé le 5 février 1659, il laissait de nombreux ouvrages.(voir Ch Muteau, op.cit,) :

1) Epitre latine et 2)... voir Muteau page LI- LII

Avec l'aide de François Maleteste, le maire de Dijon Marc Antoine Millotet garde la ville dans la fidélité au roi pendant la Fronde ; il juge préférable de démissionner, quelques jours avant les élections qui portent à la mairie son ami François Maleteste, et le peuple de chanter : »Vive la Fronde de Monsieur Millotet ! Il n'est pas maire ; mais c'est lui qui l'a fait (voir Millotet page 116). Sur l'élection de Maleteste comme maire , voir également « Dijon au début des temps modernes « Jean Richard page 127.

Il est décédé certainement dans sa maison. Son acte de décès est ainsi rédigé= Le quatrième de février 1659 entre onze heures et midi est décédé M. François Maleteste avocat à la cour, après avoir reçu chrestienement tous les sacrements il était âgé de 61 ans ; il a été enterré dans l'église des Cordeliers le 6 dudit février.

Ainsi peut – on déduire, car les archives de Saône et Loire n'ont pas pu me donner sa date exacte de naissance à Charolles, qu'il est né aux alentours de 1599.

François Maleteste était avocat et devint maire de Dijon en 1651 ;il eut trois enfants :

- Claude
- Jacques, docteur en Sorbonne
- Catherine qui fut mariée à Etienne Lantin
- Anne qui fut mariée à Jean Pérard

Claude Maleteste (Dijon, 1620-1690), conseiller au Parlement à partir de 1643, fut lui aussi un personnage considérable.

Auteur des *Anecdotes du Parlement de Bourgogne*, récit familial qui raconte les intrigues qui eurent lieu au sein de l'institution, où il évoque notamment l'élection de son père en tant que vicomte-mayeur. L'acte de décès de Claude Maleteste nous confirme qu'il est décédé « dans la maison derrière la Magdeleine » ; il énonce :

L'an 1690 le 31 de mai en l'église des pères Cordeliers le corps de messire Claude Maleteste ancien conseiller au Parlement de Bourgogne décédé le jour auparavant après avoir reçu les saints sacrements de l'église que je lui ai administrés dans sa maison.

Ont assisté Monsieur Jaquot de Saint Etienne Monsieur Popelard, Monsieur Chapelain, derrière Messieurs Gaillard et Sauvillain de Saint Etienne témoins publics avec moi.

A l'heure actuelle, on hésite encore à attribuer la construction de la maison au père ou au fils, ou même aux deux. Construction qui a probablement eu lieu au milieu du XVIIème siècle. A la même époque, la sœur aînée de Claude, Catherine Maleteste, et son époux Etienne Lantin, maître ordinaire à la Cour des Comptes de Bourgogne, faisaient construire eux aussi leur hôtel particulier, l'actuel Musée Magnin, dont l'architecture est comparable en plusieurs points à celle de l'hôtel Maleteste notamment le grand escalier carré. L'hôtel Lantin est construit à partir de 1652.

De même, la famille Maleteste est encore présente dans la ville, via l'hôtel Pérard, construit par Jean Pérard et son épouse Anne Maleteste (la deuxième sœur de Claude).

Pour édifier son hôtel contre le castrum, Maleteste détruisit sans doute la plus grande partie des bâtiments orientés nord-sud en façade sur la rue. Il ne laissa subsister que deux bâtiments en fond de cour, reliés entre eux par un escalier hélicoïdal logé dans une tourelle du XVIème siècle.

Après lui, Etienne Maleteste, seigneur des Tarts (Dijon, 1646 – Lyon 1706), le fils de Claude Maleteste, également conseiller au Parlement à partir de 1673, habita la maison de la rue Magdeleine. Ce personnage effectua des voyages en Angleterre et en Italie. Voici son acte de naissance :

Le 16 février 1646 naquit Etienne Maleteste fils du précédent son acte de baptême énonce :

Ledit jour 16^e de février 1646 a été baptisé Etienne fils de M. Claude de Maleteste conseiller du roi au Parlement de Bourgogne et de damoiselle Marguerite Dagonneau et eut pour parrain M. Etienne Dagonneau son grand-père et pour marraine damoiselle Marie Arviset sa grand-mère.

Le suivant fut Jacques Maleteste, fils du précédent conseiller au Parlement de Bourgogne en 1699 ; il donna de nombreux concerts à Dijon au début du XVIII^{ème} siècle. Voir son acte de baptême :

Le vingtunième janvier 1678 à quatre heure après-midi dans l'église collégiale de Saint Etienne par moi...

Curé de Saint Médard a été baptisé Jacques Maleteste né ce matin à dix heures fils de M. Etienne Maleteste conseiller au roi du Parlement de Bourgogne, seigneur de Tart et de Mme Louise Joly. Il a eut pour parrain Messire Jacques Maleteste docteur en Sorbonne chanoine en la sainte chapelle du Roy audit Dijon et pour marraine Mme Mary-Louise.

Enfin, le fils de Jacques, Jean-Louis Maleteste (Dijon, 1709-Paris, 1794) marquis de Villey et conseiller au Parlement à partir de 1727, à l'âge de 16 ou 17 ans ce qui nécessita une dispense. Voir Ch. Muteau page L. Il Plus connu sous le nom de marquis de Villey il se fit remarquer par plusieurs publications. Il était l'un des illustres amis du président Charles de Brosses, qui lui écrivit quelques unes de ses *Lettres familières d'Italie*. Lui-même fut l'auteur d'un volume de mélanges *Œuvres d'un ancien magistrat*. Lui aussi résida dans l'hôtel de la rue Hernoux, comme l'atteste un document de 1747 dans lequel Jean-Louis Maleteste requiert du maire de la ville l'autorisation de modifier la façade sur rue afin de l'harmoniser. Il existe un buste sculpté en marbre de cet important personnage, légué au Musée des Beaux-Arts de Dijon en 1861 par le petit-fils du marquis (inv. CA 1098), ainsi qu'une estampe réalisée d'après une gravure de Saint-Aubin (1736-1808). Henri Chabeuf confirme également sa présence dans la maison et ajoute : « Son buste au musée fait penser au Voltaire émacié et étincelant de Houdon .»

Selon Clément-Janin, vers 1700, la maison était habitée par Guillaume Morizot, célèbre avocat au Parlement. En revanche, il ne fait pas mention des Maleteste.

Le plan architectural de Roger Gauchat évoque aussi la présence de Morizot en ces lieux, mais sans certitude.

Le passage de Morizot fut pourtant important puisque ce fut lui probablement qui créa la Grande Bibliothèque Régence, classée Monument Historique depuis 1928,

et ornée de très belles boiseries ; c'est lui qui obtura deux fenêtres en façade sur ce qui était alors la petite rue Magdeleine pour créer cette bibliothèque, qui occupe quatre travées parallèlement à la rue, et deux perpendiculairement. Eugène Fyot avance même l'hypothèse que Morizot soit devenu propriétaire par la suite= « François Maleteste habitait l'hôtel de la rue Hernoux ; et bien que ses descendants en aient gardé la propriété jusqu'au XVIIIème siècle, ils l'avait louée, vers 1700 à l'avocat Guillaume Morizot. Peut-être aussi que Morizot devint propriétaire de l'immeuble par la suite et entreprit les grands travaux que nous avons indiqués comme datant de la Régence. »

Il est plus vraisemblable que la situation ait été la suivante : que Morizot ait été locataire de la seule bibliothèque tandis que la famille Maleteste conservait la propriété de l'ensemble de l'hôtel et résidait dans tout le restant.

En effet, la trace des Maleteste est attestée par leurs armes, au XVIIIème siècle, sur les deux vantaux du salon.

Charles de Brosses évoque également « le salon » de son ami Jean-Louis Maleteste dans ses lettres d'Italie. De même, Chabeuf évoque la présence de Jean-Louis Maleteste au 7 de la rue Hernoux.

Confirme, encore, la propriété et l'occupation par la famille Maleteste, l'affirmation de Chabeuf (Dijon-Monuments et souvenirs 1894, page 426 : "Le conseiller Jean-Louis Maleteste, marquis de Maleteste de Villey, le spirituel ami de Charles de Brosses habitait rue de la Madeleine-Hernoux 7.

Il refusa de faire partie de la commission instituée en 1771 et fut exilé.

Il a épousé le 19 novembre 1752 Catherine fille de François Pillot président de la chambre des comptes de Bourgogne et de Claudine Rabirot dont il a eu une fille

Naissance de Jean Louis Maleteste fils du précédent Ecuyer.

- **Les propriétaires depuis la Révolution**

En 1799, nous retrouvons la demeure aux mains de la famille Champagne. Marie Geneviève Champagne, veuve de Claude Thorey, avait dû recevoir la propriété de son père, Edmé Germain Champagne, notaire à Semur-en-Auxois, bien que les actes n'aient pas encore confirmé cette origine. Marie Geneviève Champagne est née le 2 juillet 1744 de Edmé Germain Champagne, notaire royal à Semur en Auxois.

Elle a très certainement hérité la maison de son père Germain Champagne ; elle est décédée le 13 février 1830, en sa maison ainsi que le relate son acte de décès :

L'an 1830 le 14 février à 11 heures du matin par devant nous... adjoint au Maire de la Ville de Dijon... sont comparus François, Claire, Henri Lorin âgé de 43 ans conseiller à la Cour Royale de Dijon, petit-fils par alliance de la défunte ci-après nommée et François Bordet âgé de 30 juge de paix tous deux domiciliés en cette ville lesquels nous déclaré que veuve Marie Geneviève Champagne âgée de 85 ans demeurant à Dijon rue derrière la Madeleine n°7 née à Semur le 2 juillet 1744, veuve de M. Claude Thorey en son vivant fournisseur des bois de la marine, est décédée dans son domicile où nous nous sommes transportés.

Marie Geneviève Champagne a épousé Claude Thorey, assesseur honoraire à la maréchaussée ;ils ont eu une fille née le 27 mars 1779, Nicole Julie Thorey, qui a épousé Claude Antoine Drugne commissaire des guerres le 21 floréal an VI et dès le V fructidor an VII c'est à dire le 22 août 1799, est née de ces deux époux Geneviève Julie Alexie Drugne.

A partir de l'année 1830 la chronologie des propriétaires s'éclaire à nouveau et se déroule jusqu'à nos jours.

En effet, le 24 avril 1830, peu après le décès de Marie Geneviève Champagne survenu le 13 février, un acte de partage de ses biens est établi à Dijon sous signatures privées. Un des doubles de cet acte est déposé deux ans plus tard dans les minutes de Maître Chevalier, notaire. Cet acte de partage révèle parmi les biens immobiliers de la défunte « une maison d'habitation et dépendances situés à Dijon rue derrière la madeleine numéro sept, composée de logements au rez-de-chaussée, et au premier étage, remise, écurie, jardin, cour et dépendances ». Cet ensemble est attribué à Nicole Julie Thorey, veuve de Claude Antoine Drugne, fille de la défunte. Quatre générations de femmes vont se succéder en tant que propriétaires : Marie Geneviève Champagne, épouse de Claude Thorey, Nicole Julie Thorey, veuve de Claude Antoine Drugne puis Geneviève Julie Alexie Drugne sa fille, épouse de François Claire Claude Henri Lorin, et enfin Rose Claire Julie Lorin, fille de ces derniers (voir schéma de succession des propriétaires et acte de naissance de Geneviève Julie Drugne).

Malgré cette transmission féminine de la demeure, les hommes ont également leur importance, en particulier Claude Lorin (Louhans, 1787 – Dijon, 1878), l'époux de Geneviève Drugne, qui donna son nom à l'hôtel pendant quelque temps. Voir dans les annexes l'acte de naissance de Geneviève Drugne.

En effet, plusieurs auteurs dijonnais cités précédemment évoquent l'hôtel particulier sous le nom d'hôtel LORIN. André Vernillat, qui fut voyer de la ville de Dijon de 1870 à 1888, rédigea un ouvrage manuscrit intitulé *Promenades dans Dijon*, dans lequel il réunit des descriptions de monuments et édifices dijonnais, issues d'observations faites dans la ville. Il est un des premiers auteurs à décrire la maison et dit : « au numéro 7 de la rue Hernoux est l'hôtel LORIN qu'habitait en 1700 Guillaume Morizot, célèbre avocat au Parlement, et qui était au XIXème

siècle la propriété de Claude François Lorin, conseiller à la cour de Dijon, qui l'habitat longtemps et y mourut. »

De même, Clément-Janin appelle cette demeure ancienne l'hôtel LORIN, et évoque son illustre propriétaire : « François Claude Lorin, conseiller à la Cour, habitat longtemps cet hôtel, qui appartient actuellement à Mademoiselle Lorin, sa fille. »

Enfin, Eugène Fyot, dans son article sur l'hôtel LORIN ajoute : « Au cours de travaux de restauration entrepris vers 1859, le conseiller Lorin découvrit dans sa cave les fondations du Castrum, gros blocs de pierre sculptée qu'il offrit au musée archéologique ».

C'est dans le cadre de cette découverte que Henry Baudot qui était avocat et demeura longtemps Président de la Commission des antiquités, était venu rendre visite au conseiller, afin d'évaluer la nature des vestiges : « dans les caves, le mur romain présente des blocs considérables de pierres blanches dans son parement extérieur. Ces pierres proviennent de monuments antiques, et leur face sculptée a été placée dans l'intérieur du mur pour la régularité de ce parement extérieur. Tous ces monuments, qui sont l'histoire lapidaire de notre cité, Monsieur Lorin en a fait un don généreux au Musée de la Commission ». Encore aujourd'hui, le Musée Archéologique de Dijon conserve dans ses collections lapidaires gallo-romaines ces éléments funéraires sculptés offerts par Claude Lorin.

Lorin fut aussi généreux avec son cocher, Monsieur Ponsot, à qui il donna une partie de terrain, sur lequel celui-ci construisit une maison donnant sur la rue du Petit Potet, son numéro 13 actuel.

Il construisit également un bâtiment, au début de la deuxième moitié du XIXème siècle, venant flanquer le bâtiment du XVIIème siècle ; ce faisant, il est vrai que Lorin a malheureusement mis à bas les restes de la courtine du castrum, dont parle Clément-Janin.

Après Rose Lorin, la fille du conseiller, restée célibataire et sans héritier, la propriété sort de la famille puisque la demoiselle, à sa mort en 1891, cède la maison par testament à Monsieur Cordoën, son légataire universel. (Son épouse était décédée au début du XIXème siècle dans l'incendie du bazar de la charité).

On connaît Rose Lorin par son portrait effectué par Sophie Rude, la femme du grand sculpteur. (coll. Madame Noël). C'était, d'après la tradition, une personne quelque peu originale qui, par exemple se rendait à pieds à Longvic pour y quérir ses loyers.

Pierre Alphonse Valentin Marie Cordoën, veuf et sans profession, vendit la demeure au Général Arbanère et à son épouse, le 2 décembre 1919.

Arbanère était général de division et Grand Officier de la Légion d'Honneur. Lui et son épouse étaient originaires de Paris et durant cette période la maison devint l'hôtel de la VIIème Région militaire, commandée par le général Arbanère.

Le Général Arbanère avait interrogé Eugène Fyot en 1927 et celui-ci lui répondit le 17 juin de cette année-là dans les termes suivants :

« En vérifiant mes notes sur votre hôtel, je les trouve assez clairsemées. L'immeuble aurait été reconstruit au XVIIIème, croit-on, par François Maleteste, avocat distingué au parlement ; mais ses descendants, tout en conservant la propriété de l'hôtel, l'aurait loué, vers 1700, à l'avocat Guillaume Morizot ».

Enfin en 1933, les époux Arbanère vendirent la propriété à Maître Jean Blagny, avoué au tribunal, et à son épouse Jeanne MARIE, originaire de Haute-Marne. L'acte de vente est signé le 28 octobre 1933 « en la demeure des comparants », pardevant Maître Quinquet de Monjour et Maître Perrin, notaires.

Monsieur et Madame Blagny aménagèrent le jardin, dont même le plan Mikel ne faisait pas état, et ils dégagèrent dans le salon et la grande chambre les dorures des boiseries, occultées par de nombreuses couches de peinture. Ils firent couper les deux tilleuls plantés au fond de la cour devant le jardin surélevé, qui cachaient ce dernier, qu'ils s'attachèrent à planter et à décorer en s'adressant pour cela à Monsieur Denis CAPITAINE élève de l'école des jardins de Versailles et fils du directeur du jardin de l'arquebuse. Ils taillèrent à leur tour dans le castrum, au premier étage, afin de créer un couloir permettant de désenclaver le grand salon et la grande chambre à coucher.

Aujourd'hui, l'hôtel appartient en copropriété à Aleth Blagny épouse Jean Boursot et Paul Blagny époux Anne Bramard, les enfants des précédents, qui oeuvrent pour la protection, la mise en valeur et l'animation de ce patrimoine ancien.

- **Les locataires les plus marquants depuis le XXè siècle**

Mis à part Guillaume Morizot, il est intéressant de relever la présence des personnes et familles suivantes dans la maison :

Ernest Champeaux (1870-1936), éminent professeur d'histoire du droit, qui habita vers 1900.

Le commandant Duchêne et sa famille, entre 1938 et 1941, qui, tout comme son fils, moururent pour la France durant la seconde guerre mondiale.

Roger Cormier et sa nombreuse famille à partir de 1941 ; d'abord assureur-conseil il fut, beaucoup plus tard, directeur de la Foire gastronomique.

Maître Maurice Berthier et ses cinq enfants qui, venu d'Autun en 1952 succéda à Maître Jean Blagny en qualité d'avoué au Tribunal civil, et qui fut et est toujours le plus éminent ami de la famille.

Le comte et la comtesse d'Hauteville en 1985

De 1985 à 1994, le comte et la comtesse Tancrède et Béatrice d'Hauteville habitèrent le premier étage avec leurs trois enfants ; ils ont conservé un très bon souvenir de leur passage à Dijon ; Béatrice d'Hauteville organisait de splendides réceptions au premier étage.

Tancrède est décédé prématurément au début de l'année 2005 ; il était notamment officier de réserve traducteur au pèlerinage de Lourdes.

Le Président Jean-Marc Le Gars, en 1995, qui dirigea le Tribunal administratif de Dijon.